

En prélude à la dissolution du RPT
MIEUX COMPRENDRE LES RAISONS
ET LE PROCESSUS DE LA GRANDE
REFORME ATTENDUE

P 4



Archivage Numérique-GED - Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing

Web : www.afriatech.com E-mail : info@afriatech.com Tél. : +322 201-65-71 Fax : +322 201-65-70

Objectif 2015 : zéro papier !



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



La réaction de l'Union Européenne qui explique comment certains avocats et anciens responsables de partis politiques de l'opposition ont discrédité la noble lutte pour la défense des droits de l'homme au profit des intérêts personnels et obscurs.

Certaines ODDH togolaises se ridiculisent auprès de la Commission de l'UE à Lomé

UNE RACLEE POUR CES AVOCATS QUI S'ALIMENTENT SUR LE DOS DES DROITS DE L'HOMME

P 3

CPDC/L'ASSEMBLEE NATIONALE TOGOLAISE POURRAIT PASSER DE 81 A P 2

Dossier Radio X-Solaire LA HAAC ATTEND UN DOSSIER DE RENOUVELLEMENT POUR LA P 4

Le Togo à la Présidence du Conseil de Sécurité C'EST PARTI! P 4

Amélioration du système de santé BIENTOT UNE HARMONISATION DES PRIX DANS LES HOPITAUX P 6

Le Civisme Aujourd'hui IL EST DANGEREUX DE ROULER SANS P 6



IL Y A 7 ANS, LE VIEUX NOUS A QUITTE

DE LA CONTINUITE A LA RUPTURE

P 2

TR 051 du 03 fév. 2012



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

IL Y A 7 ANS, LE VIEUX NOUS A QUITTE

5 février 2005, une date a jamais gravée au panthéon des grandes dates ayant marquées l'histoire du Togo moderne. Nous étions un samedi, le jour s'était levé comme d'habitude.

Et chaque togolais vaquait à ses occupations du week-end. Un jour qui ressemblait aux autres et qui portait les mêmes joies, les mêmes peines et surtout les mêmes espoirs. Le soleil s'avavançait vers le crépuscule et chacun à sa manière, s'organisait pour une très belle soirée du samedi. A 17h 30' ceux qui étaient accrochés aux petits écrans de la Télévision Nationale, se rendent compte d'un fait inhabituel. La Télévision nationale, TVT, suspend ses programmes et sur les petits écrans, une grosse croix accompagnée des symphonies de deuil. Les supputations allaient bon train toutes les hypothèses étaient avancées par les uns et les autres sans qu'aucune ne se rapproche de la vérité. Soudain l'impensable, le



Premier ministre d'alors Koffi Sama annonce en ces termes le décès de Gnassingbé Eyadema : « Le Togo vient d'être frappé par un grand malheur. Il s'agit d'une véritable catastrophe nationale », comme dans un récit, l'élément perturbateur n'eut aucun effet dès les premiers instants, certains dubitatifs d'autres sceptiques et craintifs on se croyait dans un rêve. Quelle plaisanterie ! Si s'en est une, elle est de mauvais goût. "Gnass" est mort! Ça sonnait mal et ça sonnait faux au point où personne

n'en croyait ses oreilles. Tous les scénarios étaient possibles sauf celui là et pourtant elle était vérifiée la nouvelle si mauvaise. Celui qui a présidé aux destinées de la nation togolaise pendant 38 ans n'est plus. Une disparition brusque. Certes depuis quelques temps on sentait l'homme fatigué mais pas mourant. La preuve quelques jours avant sa mort, le Chef de l'Etat avait comme à son habitude accordé des audiences, mener des activités, effectuées les voyages notamment son dernier à Abuja au Nigeria où il a pris part au sommet de l'Union Africaine.

Aucune rumeur sur l'état de santé de Gnassingbé Eyadema n'avait circulé voire sur son décès. Les togolais dans leur ensemble ont appris le décès du Chef de l'Etat presque au même moment. Quelques heures après l'annonce du décès un grand vent balaie le pays signe qu'un grand homme était tombé.

DE LA CONTINUITE A LA RUPTURE



Faure Gnassingbé arrive au pouvoir dans un pays coupé de l'aide internationale depuis plus d'une dizaine d'années déjà. La brève transition gérée par le Président de l'Assemblée Nationale Abass BONFOH connaît des écueils presque inévitables qui ont exacerbé dans certaines contrées du pays de fortes tensions sociales. L'élection contestée du 24 Avril 2005 et les violences qui l'ont maculée, n'arrange pas les choses. Le tissu national se détériore considérablement avec le retour encore plus exacerbé de la haine tribale.

Maîtriser l'unité et la cohésion nationale, engager le pays dans des réformes profondes pour l'engager définitivement sur la voie du développement intégral sont les éléments de la nouvelle feuille de route que s'impose le successeur du Feu Président Eyadema.

De son prédécesseur, il aurait reçu cet héritage que sont la stabilité et la sécurité indéniables. Maintenant à la tête de l'Etat, le nouveau Président avait l'impérieux devoir de respecter sa promesse d'enrichir cet héritage avec les « 20 PLUS » son projet de société présenté lors de la campagne électorale.

Avant la fin de son premier mandat, les premiers résultats étaient là et témoignent à la fois de la continuité dans la stabilité et de la volonté de rupture.

Le Togo est redevenu ce pays d'accueil et de paix désormais tourné vers la démocratie. Les tests électoraux d'Octobre 2007 et de Mars 2010 séduisent la communauté internationale qui ouvre les vannes de la coopération multiforme, après avoir reconnu la transparence des élections. Le déficit démocratique qui collait lourdement au Togo n'est plus qu'un lointain souvenir.

Sept après, le pays est redevenu totalement

fréquentable, mieux encore une politique de reconstruction avancée est amorcée après une nécessaire étape d'apaisement marqué par l'accord RPT/UFC et les travaux de la Commission Vérité Justice Réconciliation.

La diplomatie togolaise charme et le Togo rayonne sur le plan international avec une armée sans cesse sollicitée pour les opérations onusiennes de maintien de la paix, le tout couronné par l'élection du Togo au Conseil de Sécurité dont il assure depuis hier la présidence. Le pays est totalement fréquentable après sa longue mise en quarantaine. L'Allemagne finalise le total retour de l'Europe entière. Hillary Clinton apporte le soutien le plus attendu des USA depuis plus de 60 ans.

La réhabilitation des infrastructures, le soutien à l'agriculture, le développement à la base et divers chantiers engagés depuis sept ans forcent l'admiration, même dans le camp des adversaires dont certains reconnaissent que le lièvre court plus vite. Les aînés y voient le Général Eyadema dans les années 70 et 80, à l'heure des grands travaux avec les bras d'un peuple soudé et uni derrière un idéal commun et l'engagement collectif à faire du Togo l'or de l'humanité.

Mais il faut être honnête pour reconnaître que les deux périodes ne sont pas forcément, comparables et que Faure Gnassingbé se doit d'éviter d'être considéré comme le sosie politique de son père.

« Lui c'est lui, moi c'est moi », résonne encore comme pour clore le débat et permettre cette nouveauté de réflexion et d'action requise pour faire face à la nouvelle donne sociale, politique et économique dans un environnement mondial sans cesse évolutif.

La Rédaction

Elections Législatives 2012 et nouvelles propositions du CPDC L'ASSEMBLEE NATIONALE TOGOLAISE POURRAIT PASSER DE 81 A 87 DEPUTES



C'est ce à quoi évoluent les discussions des membres du Cadre permanent de dialogue et de concertation (CPDC) qui se sont réunis une nouvelle fois hier jeudi à la Primature pour discuter du redécoupage électoral. C'est en prélude aux prochaines élections législatives et locales durant l'année en cours. Les propositions qui se sont appuyées sur les recommandations de la mission d'observation de l'Union Européenne, aboutissent déjà à certains consensus. Le changement majeur qui se dégage est le changement de Lomé-Commune et Golfe en une seule circonscription électorale dotée de neuf (9) députés.

Les membres du CPDC dans leurs discussions se sont entendus sur l'attribution d'un minimum de deux sièges à chacune des 35 préfectures que compte le Togo. Ils recommandent également la prise en considération de certains critères de démographie et de superficie en vue de corriger les inégalités constatées dans les résultats du dernier recensement général. Ce qui laisse entrevoir un passage du nombre de députés à l'Assemblée nationale de 81 à plus de 87.

Voici l'intégralité du communiqué du CPDC

Le cadre permanent de dialogue et de concertation (CPDC) a tenu ce jeudi 02 février 2012 à la primature sa 17ème réunion ordinaire. Le découpage électoral, le renouvellement des membres de la CENI et la mise à jour du fichier électoral étaient au centre des débats sur les questions électorales qui se sont poursuivies au cours de cette séance.

Au sujet du découpage électoral, le CPDC rappelle que la mission d'observation de l'Union européenne avait fait des recommandations au gouvernement en vue de prévenir une contestation profonde par l'opposition du processus électoral.

Le rapport précise que la répartition des sièges entre circonscription aboutit à des variations très importantes dans le coefficient de représentativité des sièges au détriment principalement de la ville de Lomé et de son hinterland la préfecture du Golfe.

En conséquence le CPDC propose de transformer la commune de Lomé et la préfecture du Golfe en une grande circonscription électorale unique pourvue de 9 sièges à l'Assemblée nationale, d'attribuer un minimum de deux sièges par préfecture, de prendre en considération les critères de démographie et de superficie en vue de corriger les inégalités constatées.

A cet effet, le CPDC propose que le nombre de siège de députés à l'Assemblée nationale soit porté de 81 à 85 ou 87.

Par rapport au renouvellement de la CENI, le CPDC propose le renouvellement des membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et des Commissions électorales locales indépendantes (CELI). Pour la mise à jour du fichier électoral, le CPDC demande au gouvernement de mettre dans un délai raisonnable à disposition de la CENI les moyens nécessaires à la mise à jour du fichier électoral.

Les travaux du CPDC vont se poursuivre à partir de jeudi prochain.

Certaines ODDH togolaises se ridiculisent auprès de la Commission de l'UE à Lomé UNE RACLEE POUR CES AVOCATS QUI S'ALIMENTENT SUR LE DOS DES DROITS DE L'HOMME

La réaction de l'Union Européenne qui explique comment certains avocats et anciens responsables de partis politiques de l'opposition ont discrédité la noble lutte pour la défense des droits de l'homme au profit des intérêts personnels et obscurs.

Lundi 30 Juin dernier une délégation bien choisie parmi les plus agressifs et les plus éhontés Présidents d'Associations de défense des droits de l'homme au Togo, a sollicité et obtenu une rencontre avec la représentation de l'Union Européenne dans notre pays. Cette rencontre, selon les ODDH concernées, visait essentiellement à faire le point des « nombreuses violations des droits de l'homme au Togo » à l'Ambassadeur de l'UE au Togo. Me AJAVON Atta Zeus du CACIT, Me Jil Benoît AFANGBEDJI de l'ACAT-Togo et Me Raphaël KPANDE ADJARE de la LTDH étaient au devant de cette délégation complétée par Mesdames Fabbi KOUASSI et Ayélé DOGBE. La démonstration d'une situation dramatique des droits de l'homme à laquelle s'est adonnée avec force et geste les avocats n'a pas convaincu les représentants des puissances européennes qui vivent également au Togo et qui sont bien souvent mieux informés que les présidents avocats des associations précitées. De la lecture partielle du dernier rapport de la LTDH, rapport jugé non réaliste par certaines ambassades au Togo, jusqu'aux allégations reprises comme un hymne sur les tortures à l'ANR en passant par la préparation des prochaines élections et le dossier en voie de résolution de la radio X Solaire, les visiteurs togolais ont eu du mal à convaincre la délégation européenne d'en face qui a réitéré l'engagement de l'Europe à accompagner le Togo dans l'organisation des élections prochaines. La délégation de l'UE en a profité pour demander aux ODDH de convaincre les partis de l'opposition à discuter pour obtenir des accords sur des conditions acceptables pour leur participation aux élections au lieu de continuer dans l'organisation des marches. A ce conseil, les responsables des ODDH du Togo ont tenté d'expliquer à l'Ambassadeur de l'UE, Patrick SPIRLET et à ses collaborateurs qu'ils sont des togolais qui savent les souffrances de leur peuple et que le pouvoir en



place ne réagissait que sous la pression et notamment à travers les marches et autres manifestations publiques.

La politesse et le langage diplomatique obligeant, les responsables de la représentation européenne ont pris acte. Un silence qui n'a pas manqué de créer de la déception auprès des avocats-présidents qui ont toujours eu droit à une oreille attentive auprès de cette institution qui a d'ailleurs soutenu plusieurs de leurs activités sur le terrain de la défense et de la promotion des droits de l'homme. Et c'est dans des termes à peine voilés que ces avocats « bitosards » veulent aujourd'hui accuser l'UE de soutenir le pouvoir de Lomé dans la détérioration de la situation des droits de l'homme au Togo.

Ce que l'UE par politesse n'a pas voulu dire aux présidents des ODDH rencontrés

De sources proches de plusieurs chancelleries occidentales, il apparaît que le jeu trouble des trois avocats dans le domaine combien noble des droits de l'homme a été découvert. Certaines ambassades ont eu à le réaffirmer lors de la publication en début d'année du très controversé rapport que le Président de la LTDH a pris sur lui de rédiger seul, à l'insu des autres membres du bureau de la ligue, dans son bureau en s'inspirant abondamment des coupures et d'articles parus dans une certaine presse togolaise. Plusieurs affaires ces derniers mois ont démasqué le jeu de ces pseudo défenseurs des droits de l'homme qui, trop préoccupés à rechercher du gain

matériel, sont passés à côté de la plaque et ont discrédité ce qui devait être leur sacerdoce.

L'Affaire Agba Bertin et le début du faux business des droits de l'homme

Certains de ces trois avocats qui se sont retrouvés au siège de la Commission de l'Union Européenne à Lomé ont comme client sur le plan juridique le sieur Agba Bertin et c'est ainsi que dans leur volonté de remporter la victoire dans cette affaire, ils ont voulu exploiter leur seconde casquette qui est celle des défenseurs des droits de l'homme. Apte à faire le show et bien affiliés à des réseaux dans la presse locale, ils ont montré le prévenu Agba Bertin menotté sur son lit d'hôpital comme la plus grave violation des droits de l'homme. A côté, ils ont montré toute leur indifférence quand plusieurs jeunes filles ont été assassinées et mutilées dans une vaste série de crimes rituels qui ont créé la frayeur dans les quartiers Nord Ouest de Lomé. La chose n'est pas passée inaperçue.

Le Procès d'atteinte à la sureté de l'Etat poursuivi dans la rue

Les mêmes avocats plus d'autres moins cupides, étaient dans la rue en début d'année 2012 avec des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « ça suffit ! ». Mais la mayonnaise a du mal à prendre parce qu'entre temps le gouvernement a mis en place une commission d'enquête sur les allégations de torture. Mieux encore le Togo était à Genève en Suisse pour l'Examen Périodique Universel et a exposé un rapport sans fard sur la situation des droits de l'homme et les difficultés pour une meilleure protection et promotion des droits humains. Des recommandations ont été faites et des partenariats sollicités pour améliorer. Mais rien à faire, les avocats tiennent à leur bifteck de conseil des condamnés. Ils veulent prendre leur revanche sur un procès qu'ils ont perdu devant la Cour Suprême, ils veulent également servir de béquille au parti politique qui est en passe

d'arrêter les marches hebdomadaires pour cause d'épuisement.

Les ODDH jouent sur un autre terrain

Un président parmi la délégation a osé s'exprimer publiquement en interdisant au Président Faure Gnassingbé d'être candidat à la Présidentielle de 2015, alors qu'aucune disposition légale ne le prévoit. Plusieurs contacts sont pris avec certains partis de l'opposition pour organiser d'autres marches après l'échec de la précédente.

Le Président du CACIT, ancien Secrétaire Général de l'UTD, devenu la CPP n'a pas pardonné à Edem Kodjo sa collaboration avec le pouvoir, devenu avocat après avoir usé ses cartouches de professeur sur le campus universitaire de Lomé, l'homme est devenu avocat et président d'association de défense des droits de l'homme. Mais en réalité, selon ses proches, il ne peut pas vivre sans faire la politique et c'est donc logiquement qu'il s'invite régulièrement dans un débat qui n'est pas fondamentalement de son ressort même s'il est reconnu que par moment la société civile pour jouer sur le même terrain que les politiques sans qu'elle n'ait aucune ambition politique. Au Togo les accès des ODDH sont trop flagrant et indisposent plus d'un observateur.

La politisation d'une certaine société civile et l'exploitation des droits de l'homme à des fins lucratives sur le plan professionnel et personnel ont fini par discréditer certains présidents d'association qui doivent retrouver la raison avant que la lutte pour la défense des droits et libertés ne se travestissent totalement aux yeux de nos partenaires les plus crédibles.

Patrick NIMA



En prélude à la dissolution du Rassemblement du Peuple Togolais

MIEUX COMPRENDRE LES RAISONS ET LE PROCESSUS DE LA GRANDE REFORME ATTENDUE

A la veille du congrès de dissolution du RPT reporté sine die, la rédaction de Togoréveil a approché l'une des commissions préparatoires du congrès de Blitta mises en place par le Rassemblement du Peuple Togolais. Objectif étant de mieux comprendre le processus qui a conduit à l'avènement imminente de ce qui est parti pour être la plus importante réforme politique de ces quarante dernière année au Togo. Voici l'info qui nous a été confiée pour faciliter la compréhension de l'opinion.

RPT, Historique et Grands Succès

Lorsqu'en 1969, plus précisément le 30 Août, il lançait l'Appel Historique de Kpalimé à la suite duquel le Rassemblement du Peuple Togolais a été porté sur les fonds baptismaux, le feu Président Gnassingbé Eyadéma voulait permettre à toutes les populations togolaises dans leur large diversité, de mettre leur énergie et intelligence au service de l'édification d'une nation unie. Pour cela, il fallait combattre le tribalisme, la haine, les règlements de compte, les luttes d'hégémonie et toutes les autres causes de division.

Le RPT, parti unique et vaste creuset national a contribué à l'instauration d'un climat d'unité, de paix et de stabilité ce qui a favorisé notamment la mise en œuvre d'une politique des grands travaux jusqu'aux portes des années 90.

Multipartisme et difficile démocratisation

L'Appel de La Baule, le multipartisme et la démocratie au lieu de contribuer à plus de liberté et d'épanouissement des togolais, ont plutôt basculé le pays dans la violence et la désillusion.

Une Conférence nationale et une transition chaotique ont dénaturé le processus de démocratisation et le Togo a été mis à l'écart pour déficit démocratique. Le nouvel ordre international promis s'est mué en un désordre aggravant considérablement le niveau de vie des togolais et le développement du pays.

Après la disparition, en 2005, du Père de la Nation, et face à la situation de déchirement qui s'est accentuée, son successeur avec force et volonté engage le pays dans un processus d'apaisement, de réconciliation et de reconstruction.

Faure, le Réformateur

La volonté politique et les réformes engagées par le Président Faure Gnassingbé séduisent le peuple qui accordent au RPT la victoire aux Législatives de 2007.

A la Présidentielle de 2010 plusieurs associations et mouvements en dehors du RPT concourent à l'élection du Président Faure.

Les deux scrutins, réputés les plus transparents et crédibles, cristallisent la démocratie au Togo

L'Apaisement, Une réalité

Parallèlement à la démocratisation qui avance, un processus de réconciliation est engagé avec la mise en place de la Commission Vérité Justice et Réconciliation et l'accord historique et partage de pouvoir RPT/UFC. Pour la première fois le parti politique le plus radical du Togo entre au gouvernement et participe à l'œuvre de reconstruction nationale



Une Nouvelle dynamique tournée vers le Développement

Après une offensive diplomatique et de charme qui a ramené les partenaires au développement, le Président Faure Gnassingbé se met sur les grands chantiers de redressement et de reconstruction. L'agriculture, la santé, l'éducation, l'énergie, les infrastructures sont les principaux domaines déjà largement promus et soutenus. Plusieurs autres défis sont en attente et exige de la part de tous les togolais leur apports et contribution, cela passe également par la fédération des énergie encore éparpillés mais qui adhèrent suffisamment à la nouvelle vision et à la dynamique de développement.

La grande Ouverture et le nouveau départ

La fédération des forces et énergies pour soutenir le Président Faure dans ses réformes et projets a commencé autour de la dynamique qui a conduit à son élection à la présidentielle de 2010. Après les associations et mouvements de soutien au Président, c'est aujourd'hui le Rassemblement du Peuple Togolais qui s'organise en son sein pour s'ouvrir aux autres en vue de la création d'un nouveau bloc politique plus homogène et mieux aguerris en vue des batailles à venir.

L'Avenir avec chaque togolais

C'est ENSEMBLE qu'on peut changer totalement les choses, c'est surtout ENSEMBLE et avec la participation de chaque togolais qu'on peut réconcilier et reconstruire notre pays.

(Source : Commission préparatoire du Congrès de dissolution du RPT)

Dossier Radio X-Solaire LA HAAC ATTEND UN DOSSIER DE RENOUVELLEMENT POUR LA REOUVERTURE

Nous l'écrivions dans notre parution de la semaine dernière que la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), dans une déclaration demandait « le temps nécessaire pour le traitement sans état d'âme du dossier X-Solaire ». Les membres de la HAAC qui étaient en séminaire de renforcement de capacité à l'intérieur du pays ont regagné leur service depuis le week-end dernier. L'instance de régulation des médias vient de plancher sur le dossier et a adressé en début de semaine un courrier aux responsables de la Radio X-Solaire les invitant à régulariser leur demande en déposant un dossier de renouvellement d'autorisation en bonne et due forme.

Cette invite de la HAAC à l'endroit de l'association La Cigale a été rendue publique dans un communiqué lu à la Télévision nationale. Les membres de la HAAC expliquent leur position par l'alinéa 3 de l'article 51 du cahier des charges et obligations générales des sociétés des radios sonores et télévisions privées qui stipule que « toute société de radio et télévision privée qui a cessé d'émettre pendant au mois trois mois doit adresser une nouvelle demande d'autorisation à la HAAC avant la reprise des émissions ». Dans le communiqué signé de M. Tozoun, président de la HAAC, il est précisé en outre que « l'article 52 relatif à la loi organique de la HAAC stipule que la demande

d'agrément doit être adressée à la HAAC six mois avant la date d'expiration de l'autorisation. La HAAC se prononce dans les deux mois suivant la gestion de la demande. Au regard de ces dispositions, Radio X-Solaire aurait du déposer un dossier de renouvellement d'autorisation le 9 octobre 2010, date correspondant à l'échéance du 9 avril 2011 relative à l'expiration de son autorisation ». La position de la HAAC et de son président paraît un peu ambiguë puis que X-Solaire n'était pas la seule radio fermée. On se souvient tous que Radio X-Solaire a été fermée en même temps que Métropolis, Providence peu avant Radio Carré Jeune. Toutes ces radios ont été rouvertes sans aucune autre forme de procédure mis à part la question de récépissé. Malgré la clarté des textes, les responsables de la radio ne veulent pas entendre raison. Une situation que l'association SOS Journaliste en Danger dénonce et réclame la réouverture immédiate de la radio. Ils ont par ailleurs assigné l'Autorité de Réglementation des Postes et Télécommunications (ART&P) en justice pour exiger de la justice la réouverture « immédiate » de l'antenne. Plusieurs manifestations de soutien ont eu lieu toute la semaine. Souhaitons que ce dossier connaisse dans les jours à venir un dénouement heureux au nom de la liberté de la presse.

Dias MISSOKO

Présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU LE TOGO DANS LE VIF DU SUJET



Le représentant togolais aux Nations Unies, Kodjo Menan, a reçu mercredi à New York les ambassadeurs des pays membres du Conseil de sécurité au premier jour de la présidence assurée par le Togo.

M. Menan s'est entretenu tour à tour avec les représentants de l'Inde, de Russie, du Pakistan, des Etats-Unis, du Maroc, de Colombie, du Portugal et du

Guatemala.

Jeudi, il exposera le programme du Conseil de sécurité pour le mois de février aux pays non membres du Conseil de sécurité et précisera le thème choisi par le Togo pour le débat public du 21 février, « Menaces pour la paix et la sécurité internationale que représente la criminalité en Afrique de l'Ouest et au Sahel ».

Criminalité au sens large qui inclue le trafic de drogue, d'armes, le blanchiment au profit des cartels sud-américains et d'organisations terroristes. S'agissant du Sahel, les craintes viennent de la dissémination de l'arsenal libyen depuis la chute du régime Kadhafi. En milieu de journée d'hier, Kodjo Menan a donné une conférence de presse.

Source : Republicoftogo

Démographie LE TOGO COMPTE DESORMAIS 6.191.155 HABITANTS



Ce sont les résultats définitifs du 4^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat qui a eu lieu entre octobre et novembre 2010. C'est la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale qui a présenté les résultats le 26 janvier dernier à Lomé lors d'une cérémonie officielle à laquelle prenaient part les ministres Henriette Kuevi Amédjogbé, la ministre Dédé Ahoéfa Ekué, le Chef de la Délégation de l'Union Européenne, Patrick Spirlet, la Représentante au Togo du Fonds des Nations-Unies pour la Population (UNFPA).

Ce résultat définitif demande des efforts supplémentaires aux autorités togolaises dans les domaines de développement communautaire et qui prend en compte les diversités et les disparités que présentent les résultats. En effet sur les 6.191.155 habitants, le Togo compte 3.009.095 hommes soit 48,6% et 3.182.060 femmes (51,4%). L'étude des données révèle une extrême jeunesse de la population togolaise avec 60% de personnes âgées de moins de 25 ans et 42% de moins de 15 ans. La couche active de cette population représente 54% de l'ensemble des Togolais alors que les personnes âgées de plus de 65 ans occupent 4%.

Des données qui appellent à des politiques de prise en charge des jeunes qui représentent la couche la plus importante de la population. « Sans une prise en compte sérieuse des besoins et des atouts des populations, le développement ne peut pas devenir une réalité. », a déclaré Dédé Ahoéfa Ekué, la ministre de la planification et de l'aménagement du territoire qui a également promis que les résultats sortis de ce travail seront exploités au mieux pour le développement du Togo.

Dias MISSOKO

Suite aux accords dans le monde éducatif L'ADMINISTRATION SCOLAIRE BENEFICIERA-T-ELLE DES RECENTES PRIMES ?

Presqu'un mois déjà que le monde éducatif togolais a connu l'épilogue des crises qui l'ont secouées depuis la rentrée d'octobre. Motif principal de cette crise, les primes de rentrée et de bibliothèque que réclamaient les enseignants à travers leurs différents syndicats. La situation ayant frôlé le pourrissement, il a fallu l'intervention directe du chef de l'Etat par l'occasion de la présentation des vœux du gouvernement pour voir l'aboutissement heureux de la situation. L'équipe gouvernementale et les représentants de l'Union des Syndicats de l'Enseignement du Togo (USET), après une journée marathon sont parvenus à un protocole d'accord qui est passé en conseil extraordinaire des ministres avant d'être définitivement signé par le gouvernement, l'USET et la FESEN qui entre temps menaçait de ne pas reconnaître l'accord parce que n'ayant pas été associé aux négociations. Le principal point de l'accord portait donc sur les primes : rentrée et bibliothèques qui s'élèvent à 60000 francs chacune, soit un total de 120000 francs. L'euphorie de la victoire obtenue après d'âpres négociations où il ne fallait pas tout concéder passée, place aux interrogations et aux analyses.

Les premières portaient sur le caractère « non proportionnel », selon les propos de certains enseignants, de ces primes. Pour



certain en effet, l'enseignant du préscolaire et du primaire ont-ils les mêmes besoins en documentation que celui du premier cycle du secondaire ? Du deuxième cycle ?

Aujourd'hui, ce sont les responsables de l'éducation et l'administration de l'éducation constituée en majorité d'enseignants détachés qui voient planer sur leur tête une épée de Damoclès. Selon les termes de l'accord, les primes de rentrée et de bibliothèque seront accordées « à qui de droit ». Cette petite précision suscite donc des craintes aux enseignants détachés à d'autres fonctions puisqu'ils ne font plus la rentrée et n'ont pas l'obligation de documentation. Doivent-ils alors bénéficier de cette prime qui deviendra pour eux des cerises sur un gâteau déjà garni ?

Quand on sait que ces enseignants – aujourd'hui chefs d'établissements, bibliothécaires, surveillants, inspecteurs, directeurs régionaux, fonctionnaires – bénéficient déjà de certaines primes afférentes à leur détachement et à leur fonction ; peuvent-ils encore prétendre à de nouvelles primes ? Beaucoup parmi eux sont certes soumis au stress causé par les tracas de la rentrée scolaire et méritent la prime de rentrée mais ont-ils droit à la prime de bibliothèque ?

Que cette nouvelle crise qui se profile à l'horizon ne vienne pas pourrir à nouveau le monde éducatif qui à déjà tant souffert de ces mouvements. L'avenir nous le dira.

Pablo ZOUBE



COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'EN DEPIT DE LA DIVERSIFICATION DE SES LIAISONS INTERNATIONALES, SON SERVICE INTERNET SUBIT DES PERTURBATIONS DEPUIS QUELQUES JOURS. CES PERTURBATIONS SONT DUES A UNE DEFAILLANCE TECHNIQUE SUR LES LIAISONS VIA LE BENIN ET LE GHANA.

TOUTES LES EQUIPES TECHNIQUES SONT A PIED D'ŒUVRE POUR RETABLIR LA SITUATION DANS LES PLUS BREFS DELAIS.

TOGO TELECOM VOUS PRESENTE SES EXCUSES POUR LES DESAGREMENTS ET VOUS REMERCIE D'ORES ET DEJA DE VOTRE AIMABLE COMPREHENSION

LA DIRECTION GENERALE

Amélioration du système de santé BIENTOT UNE HARMONISATION DES PRIX DANS LES HOPITAUX

Pour tous ceux qui ont une fois eu des ennuis de santé et pour les accompagnants de malades dans les hôpitaux publics du Togo, l'impression générale est que seul l'argent peut venir à bout de la maladie. C'est pratiquement une lourde peine lorsqu'on tombe malade. Au Togo beaucoup n'espèrent leur guérison que de la Providence. Pour corriger la situation et faire pratiquer les mêmes prix dans les centres de santé publics, la réflexion est bien poussée et les autorités publiques ont pris une décision majeure. Le gouvernement vient de décider l'harmonisation des tarifs des soins dans les hôpitaux et dispensaires publics.

La question était au centre d'une rencontre qui a eu lieu entre certains experts du ministère de la Santé, des

responsables de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et du Bureau International du Travail (BIT). Par cette approche, le gouvernement veut parvenir rapidement à des tarifs officiels homologués par l'Etat. L'idée est de remédier aux grandes disparités qui existent entre les différents établissements hospitaliers du Togo. Il a été constaté qu'en matière de santé au Togo, les prix ne répondent pas à la loi de l'offre et de la demande. D'où la nécessité de mise en place d'une grille tarifaire unique dans les centres de santé publics du Togo. Cette grille tarifaire, selon le gouvernement sera la plus abordable possible pour les malades et qui répond au niveau de vie au Togo.

Didier ASSOGBA

Discours audacieux de Ban Ki-Moon au sommet de l'Union Africaine VERS UNE GAY PRIDE CONTINENTALE

Lors de son intervention à l'Assemblée Générale de l'UA le 25 janvier, Ban Kin-moo, le secrétaire général de l'ONU qui vient de rempiler pour un second mandat de cinq ans à la tête de l'organisation mondiale a marqué les esprits des chefs d'états et des différents délégués présents à Addis-Abeba par son discours programme. Au-delà, c'est tous les observateurs qui ont été séduits par un discours qui a fait tâche, tant il est allé au-delà des espérances des uns et des autres tout en innovant et en pointant du doigt les sujets tabous du continent. Il a prononcé un discours novateur et s'est inscrit, dans une Afrique encrée dans la tradition conservatrice, au carrefour de la tradition et de la modernité.

Partant du bilan de son précédent mandat, bilan qu'il juge insatisfaisant malgré tous les efforts dans multiples domaines, il présente son plan d'action pour les cinq prochaines années qu'il inscrit sous cinq axes. Au-delà de ces axes c'est tous les domaines qui sont sources de problèmes qu'il indexe pour rendre le monde plus vivable et plus sûr. Il évoque le développement de l'Afrique comme étant une obligation si on veut parvenir à un équilibre mondial. Pour cela, il faut militer pour la réduction de la pauvreté, la scolarisation des enfants, et la lutte contre la malaria et le Vih sida. « Nous devons prêter une attention spéciale aux besoins et priorités de l'Afrique », a-t-il déclaré. Pour lui, le développement et l'harmonie mondiale passe par l'environnement dont les problèmes ont été discutés au récent sommet de Durban en Afrique du Sud. La nature, selon lui, n'attendra pas que l'humanité finisse de négocier le degré de pollution qu'il faut atteindre avant de s'arrêter.

Pour un équilibre mondial, Ban Ki-Moon opte pour la prévention des conflits et des catastrophes humaines et naturelles car la



prévention demande moins de moyens que la résolution des problèmes et des conflits. Pour se faire, il faut aller vers le désarmement nucléaire, la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et la drogue. Le leader mondial s'est également appesanti sur les droits de l'homme et surtout les droits sociaux. Il faut, selon lui donner un véritable pouvoir aux femmes et donner aux jeunes la place qui est la leur dans le processus de développement de nos nations. Si ces deux points relatifs aux droits humains sont largement partagés par tous, il y en a que beaucoup ont du mal à accepter. Il s'agit de la demande du secrétaire général de reconnaître le droit des homosexuels. Il est vrai, les différentes constitutions nationales et la charte de l'UA, sur le modèle de la déclaration universelle des droits de l'homme et de la charte des Nations Unies reconnaissent aux citoyens la liberté de jouir de tous ses droits. Cependant, reconnaissons le contexte africain où la liberté se mêle à la dignité. Pour beaucoup de pays africains, à l'instar des pays du Maghreb, des pays musulman et des pays conservateurs du continent, leur demander de légaliser

l'homosexualité reste une aberration et une injure aux traditions. Il est vrai que l'Afrique ne peut pas vivre en autarcie et doit accepter l'apport de tous, il est aussi vrai que l'homosexualité existait déjà en Afrique, mais cela constituait des exceptions qui étaient tolérées et qui étaient même objet de curiosité. Légaliser ce phénomène reviendrait à ouvrir la porte à toutes sortes de dérapages et à durcir davantage le conflit culturel né de la rencontre entre la culture africaine et les autres cultures. Dans la logique, quand deux cultures se rencontrent, chacune à le devoir de tirer de l'autre ce qui lui permettra d'avancer et de grandir. Dans le contexte africain, les gay pride sont-elles ce qu'il nous faut pour parler de respect des droits de l'homme ? Sur la terre de nos aïeux, les associations de défense des droits de l'homme si friande des grands dossiers de violation des droits ne manqueront pas de se saisir de ce dossier et nous serons curieux de voir comment elles comptent convaincre les populations et les mobiliser pour la première marche homosexuelle du Togo.

Paul Katassoli

Les étudiants débrouillards QUAND LE COMMERCE DANS LES AMPHIS TROUBLE LE BON DEROULEMENT DES COURS

Ils sont de plus en plus nombreux, ces étudiants qui entreprennent de petits commerces sur le campus universitaire de Lomé. Ils exposent à leurs condisciples les articles scolaires, les amuse-gueules et même des produits cosmétiques dans les amphis avant l'arrivée des professeurs et pendant les heures vacantes afin de les vendre aux étudiants qui en sont intéressés. Prohibé formellement dans les lycées, collèges et primaires, ce commerce est presque légalisé à l'université. Etant donné que l'objectif premier des étudiants à l'université est la recherche de la connaissance, ils sont pourtant amenés à entreprendre cette activité pour résoudre en partie le problème de conditions de vie difficile, les polycopies, l'achat des documents de cours, bref plusieurs dépenses qui pèsent sur eux. A les entendre, il vaut mieux apprendre à voler de ses propres ailes que d'attendre tout des parents. Choisir l'université pour faire le commerce n'est pas un fruit de hasard. En effet le campus est visité par un nombre important d'étudiants par jour et ce nombre constitue un atout dans l'écoulement des produits qu'on marchandise. A entendre ces « étudiants-commerçants », ils arrivent quand même à s'en sortir malgré les difficultés financières qui minent le monde étudiant.

Les étudiants qui constituent la clientèle pensent que l'initiative de leurs camarades est à saluer car au lieu de se déplacer sur une grande distance pour acheter ce dont ils ont besoin, ils peuvent se les procurer rapidement dans les amphis et parfois en plein



cours. Pour d'autres, la vente des articles dans les amphis n'est pas mauvaise mais elle entraîne au même moment certains inconvénients. En effet, profitant de leur masse importante dans les amphis et agoras, les étudiants achètent les articles qu'ils désirent à l'insu des professeurs troublant ainsi le bon déroulement des cours. Les étudiants commerçants à leur tour sont parfois amenés à sacrifier certaines heures de cours quand une bonne opportunité de vente se présente à eux.

Les initiatives privées sont à encourager. Et le commerce fait par les étudiants ne fait pas l'exception. Néanmoins les acteurs de ce commerce doivent faire preuve de responsabilité en choisissant la vente des produits qui ont un rapport avec les études et les écouler hors des amphis sur le campus. Après tout les lieux de cours ne doivent pas se transformer en des marchés. Dans le cas contraire, les « étudiants-commerçants » risquent de s'attirer la colère des autorités universitaires qui seront amenées à interdire drastiquement cette activité qui contribue déjà à résoudre une partie de leurs problèmes financiers.

London KAWANA (stagiaire)

Le Civisme Aujourd'hui

IL EST DANGEREUX DE ROULER SANS CASQUE

Rouler sans casque est devenu pratiquement une règle pour les conducteurs de taxi-moto et autres propriétaires de moto au Togo. Porter le casque apparaît comme une exception sur nos routes et ceux qui observent cette disposition du code de la route sont perçus comme des citoyens extraordinaires qui « ne sont pas à la mode ». Mais ce que l'on oublie est que le port du casque est urgent voire obligatoire pour quiconque veut conduire un engin à deux roues surtout les motos. Mais le devoir citoyen exige de chacun de nous l'observation de cette règle précise pour éviter des traumatismes à la tête et certaines maladies qui peuvent être provoqués par la force du vent.

Le gouvernement dans sa lutte contre les contrevenants du port du casque s'était confronté à l'argument du prix élevé des casques sur les marchés et à leur rareté ; argument avancé par les usagers de la route. Afin de permettre à tous les motocyclistes de disposer de ce sésame, les autorités togolaises se sont entendues avec les vendeurs de moto sur la nécessité de donner le casque à l'achat de moto. Ce qui devrait permettre à chacun d'avoir un casque dès qu'il achète la moto. Mais malgré cet effort de la part des gouvernants, rare sont les concitoyens qui portent les casques lorsqu'ils roulent leurs engins.

Porter un casque est un devoir citoyen que tous citoyens sans exception doit observer comme dans un véritable Etat de droit. En même temps qu'il est un devoir, c'est également un moyen de protection pour les conducteurs en cas d'accidents. A ce titre, point n'est besoin qu'on fasse encore le gendarme derrière qui que ce soit. Il incombe à chacun de nous d'évaluer les avantages du port du casque et les inconvénients de l'inobservation de cette règle. Le mieux est que l'on cesse de rouler sans casque.

La Rédaction

Sénégal : LES ÉTUDIANTS EN ORDRE DE BATAILLE CONTRE WADE

Alors que le M23 réfléchit toujours à la suite à donner au mouvement de contestation contre un troisième mandat du président Abdoulaye Wade, les étudiants, eux, ont décidé de reprendre les choses en main. Très en colère depuis la mort d'un des leurs mercredi, lors de heurts avec les forces de l'ordre, ils sont des milliers à s'être rassemblés ce jeudi devant l'université Cheikh Anta Diop, à Dakar, pour faire entendre leurs voix.

« Nous sommes prêts à mourir pour que Wade parte ! », lance Diabé Soumaré, 28 ans, étudiant en informatique, qui s'est confié à Afrik.com. Le jeune homme fait parti des milliers d'étudiants qui manifestent depuis mercredi devant la faculté Cheikh Anta Diop, à Dakar, pour protester contre la candidature d'Abdoulaye Wade à la présidentielle du 26 février.

C'est la première fois depuis le début de la contestation contre le chef de l'Etat sénégalais que les étudiants se sont ainsi regroupés pour manifester. Le décès ce mardi de Mamadou Diop, étudiant en Lettres modernes, renversé par un camion alors que les forces de l'ordre dispersaient le rassemblement à l'appel du mouvement du M23, a particulièrement mis en colère les protestataires. Des affrontements ont opposé mercredi les forces de l'ordre et des étudiants qui protestaient contre la mort du jeune homme. Les heurts ont éclaté lorsqu'un groupe a voulu sortir du campus dans la matinée pour assister dans un hôpital voisin à la levée du corps de Mamadou Diop. « La mort de notre camarade nous a profondément affecté ! C'est ce drame qui nous a poussé à nous mobiliser ! », explique Diabé. « On en a marre de payer les pots cassés ! »

Le comportement des leaders de l'opposition, qui n'ont pas hésité à fuir les forces de l'ordre dès que la manifestation a dégénéré sur la



place de l'Obélisque, (lire l'article : 10.000 Sénégalais dans la rue pour dire non à Abdoulaye Wade) a également irrité les étudiants. Nombre d'entre eux avaient réclamé aux dirigeants du M23 de poursuivre la marche jusqu'au palais présidentiel. Mais ces derniers qui craignaient sans doute une riposte des forces de sécurité ont décliné l'offre. Résultat, de nombreux étudiants comme Diabé estiment que l'opposition a envoyé la jeunesse en première ligne dans la contestation pour assurer ses arrières. « Dès que les forces de l'ordre pointent le bout de leur nez, les membres de l'opposition sont les premiers à fuir, déplore-t-il. Depuis le début du mouvement combien de jeunes sont morts ? Nous sommes les seuls à mourir ! Ils se sont servis de nous ! Désormais nous ne faisons plus équipe avec eux, nous avons décidé de reprendre le mouvement en main à notre manière car on en marre de payer les pots cassés ! » Et Cette fois-ci, « ce n'est pas une mobilisation à la légère », assure le jeune homme. « Nous resterons mobilisés jusqu'à que Wade retire sa candidature ! » Les étudiants sont déterminés à marcher jusqu'au Palais présidentiel. Mais pour le moment, ils attendent d'être plus nombreux pour faire le poids, affirme Diabé. Selon lui, des

policiers en civils se sont infiltrés à l'intérieur même de l'université pour surveiller le mouvement étudiant. « Le gouvernement ne veut pas que la presse étrangère sachent que nous sommes mobilisés mais nous irons jusqu'au bout. Et nous resterons mobilisés devant l'université jusqu'à que Wade retire sa candidature ! », assure le jeune homme. Une mobilisation qu'Abdoulaye Wade estime sans importance de son côté. Lors d'une cérémonie publique mercredi soir, à Dakar, le chef d'Etat a indiqué en référence à la contestation à son encontre, qu'« Une brise est un vent léger qui secoue les feuilles des arbres, mais elle ne devient jamais un ouragan ». « Vous qui m'avez accompagné pendant les dures heures de l'opposition, vous savez très bien que toutes les agitations actuelles n'ont pas l'air d'avoir un effet sur les Sénégalais. J'ai bon espoir que je serai encore là l'année prochaine pour vous prouver davantage ce que j'ambitionne pour vous », a-t-il promis, laissant clairement entendre une fois de plus qu'il ne reviendrait pas sur sa candidature. Mais les étudiants ne l'entendent pas de cette oreille. Désormais bien engagé dans la bataille contre Abdoulaye Wade, ils n'ont pas dit leur dernier mot et entendent bien briser la résistance du président.

Afrik.com

Rébellion dans le Nord-Mali : LE MNLA DONNE LE TON, ATT APPELLE À L'UNITÉ NATIONALE

Le président malien Amadou Toumani Touré dans une adresse hier à la Nation, a invité ses compatriotes à serrer les rangs devant les violences perpétrées par des assaillants dans le septentrion. Dans son discours, ATT a également invité les maliens à éviter l'amalgame entre les touareg qui attaquent dans le Nord, et ceux qui cohabitent pacifiquement avec les autres communautés sur le territoire national.



Le président malien Amadou Toumani Touré sort de son silence. Il est intervenu pour la première fois sur la situation qui prévaut au Nord du Mali. C'était mercredi 1er février 2012 sur les antennes de la télévision nationale. Il a appelé ses compatriotes à ne pas faire d'amalgame. « J'invite l'ensemble de nos compatriotes à garder le sens de la fraternité qui nous a toujours caractérisés, à éviter le piège de la confusion et de l'amalgame pour ne pas faire le jeu de ceux qui ont choisi de troubler la quiétude de notre pays », a souligné ATT.

Cet appel intervient après l'attaque du domicile d'un touareg, et la mise en sac d'une pharmacie et d'une clinique d'un autre touareg à Kati (à 15km de Bamako). Le président malien a appelé à ne pas confondre les auteurs d'attaques dans le Nord et les communautés touareg et arabe. « Nous avons plutôt le devoir d'aider nos frères et sœurs, de les assister pour surmonter les épreuves du moment. Que personne ne fasse la

confusion dans les quartiers, dans les villages et hameaux, dans les camps militaires, dans les camps de la Garde Nationale, dans les Services de la Douane, et tous les autres Services de l'Etat, Administration publique comme privée », a-t-il exhorté. Soutien à l'armée

Dans le discours qu'a tenu le président Amadou Toumani Touré a apporté son soutien aux forces armées maliennes : l'Etat mobilisera tous les moyens aux plans de l'équipement, de la logistique, pour permettre aux troupes d'accomplir leur mission de préservation de l'intégrité territoriale et de protection des personnes et des biens. Ainsi selon le président malien, le Mali vaincra pour préserver l'héritage commun aux Maliens du Nord et du Sud, fruit de siècles de brassage, de solidarité et de fraternité.

Afrik.com/ TR

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Germain POULI
COMITÉ DE RÉDACTION
Didier ASSOGBA
Patrick NIMA
Pégy
Paul KATASSOLI
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ
Aïssata TOURE
SECRETARIAT
Carole AGHEY
Rose NYULADZI
INFOGRAPHIE
AHIABLE Raphaël

CARICATURE
DODZI
DISTRIBUTION ET ABONNEMENT
Tel: 22 36 18 56
ADRESSE
585, Avenue du Grand Séminaire
Hédzranawoé face Ets VINS
D'ITALIE
Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56
90 02 76 54
E-mail : togoreveil@togoreveil.info
TIRAGE
4000 Exemplaires
IMPRIMERIE
Service Compris

Coopération sous régionale: LE TOGO LIVRE 500 TONNES DE MAÏS AU NIGER ET AU GHANA

Le Togo vient de livrer par l'entremise de l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire (ANSAT) plus de 500 tonnes de maïs au Programme alimentaire mondiale (PAM). Les 500 tonnes de maïs sont destinées à deux pays de la sous région que sont le Niger et le Ghana qui sont confrontés depuis quelques temps à un début de pénurie alimentaire. C'est pour se faire qu'une première cargaison de maïs a quitté la ville de Sokodé vendredi en direction de ces deux pays. C'est un total de 8 mille tonnes d'excédents céréaliers que l'ANSAT va livrer au Pam au non du gouvernement togolais pour la lutte contre la crise alimentaire qui menace certains pays environnants.

Toutes les 8 milles tonnes de céréales seront livrées durant cette année 2012 pour un montant total de 1,8 milliard de FCFA. « Nous sommes aujourd'hui sur le site de Sokodé pour convoier 500 tonnes de maïs avec

la possibilité dans les jours à venir de monter en puissance pour couvrir les 8 milles tonnes et envisager un autre contrat de 10 mille tonnes pour porter le plafond à 60 ou 90 milles tonnes. C'est vous dire que cette année, le gouvernement a mis tous les moyens à la disposition de l'ANSAT », a déclaré le Colonel Ouro-Koura Agadazi, le Directeur Général de l'ANSAT. Les Togolais n'ont pas de souci à se faire. Les responsables de l'ANSAT rassurent que les excédents céréaliers au Togo se chiffrent à 110 milles tonnes, ce qui est suffisant pour couvrir les besoins. Le volume de l'excédent céréalier du Togo est assez significatif, ce qui permet de venir en aide aux pays en difficulté. Le flux financier que cette vente va générer pourra aider au financement des agriculteurs togolais.

Didier ASSOGBA

Gagnez Spécial Jeu
Des Portables
Des télévisions
Des clés USB
Des lecteurs
DVD

Direct Factory



Facile à Jouer
Découpez ce coupon et déposez le à l'adresse ci-dessous indiquée: DIRECT FACTORY (A vous de retrouver)

Direct Factory
Nom et Prénoms.....
Ville de résidence.....
Numéro de Téléphone.....



TRANSFERT DE CRÉDIT

Transférez du crédit de communication à vos proches sur le réseau de TOGO TELECOM

Pour transférer du crédit de communication
Taper le **8822 * montant à transférer * numéro
bénéficiaire du transfert * mot de passe #**

Exemple : 8822*500*22534401*00000000#

Le mot de passe par défaut est 00000000 soit 8 fois zéro.

Coût du transfert de crédit : **100 F CFA**

Montant maximum à transférer par opération : **5 000 F CFA.**

illico la fixe sans fil

Chemoi
La téléphonie fixe
Prépayé

Service opérationnel d'un compte illico ou Chemoi prépayé vers un autre compte illico ou Chemoi prépayé. Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

Dérangement : 119

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HÉLIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HÉLIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00